



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N° 38 – Du 8 au 14 octobre 2021

En bref

Asie du Sud : Publication du *World Economic Outlook* par le FMI.

Afghanistan : Réunion du G20 sur l'aide humanitaire en Afghanistan.

Bangladesh : La reprise de l'activité boursière se confirme au T1 2021/22.

Bhoutan : Inauguration du projet de première centrale solaire.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Le FMI et la Banque centrale maintiennent la projection de croissance du PIB à 9,5% pour l'exercice 2021/22 tandis que la FICCI révisé à la hausse ses prévisions de croissance à 9,1% dans le même temps. Poursuite du fléchissement de l'indice des prix à la consommation au mois de septembre. La RBI réduit ses prévisions d'inflation pour l'exercice 2021/22 à 5,3%. L'indice de production industrielle augmente de 11,9% en août. L'utilisation des capacités tombe à 60% au T1 2021/22. *Finances publiques :* Lettre d'intention envoyée au groupe *Tata* pour la vente d'*Air India*. *Politique monétaire, secteur bancaire et financier :* Taux directeurs inchangés et maintien de la politique monétaire accommodante. La Banque centrale met un terme aux injections de liquidités via les achats de titres d'Etats. La RBI vient d'annuler les licences d'exploitation de six NBFC.

Maldives : Reprise du tourisme aux Maldives. Prévision de croissance de 22,3% en 2021 par la Banque mondiale.

Népal : Les gouvernements locaux tardent à présenter leurs budgets. Objectif de vaccination non atteint.

Pakistan : Grands indicateurs économiques. Plaidoyer du ministre de la Planification en faveur du créancier chinois. La concession chinoise de Gwadar trop favorable à la Chine. Progrès des paiements numériques pakistanais et projet pilote de ville « sans règlement en numéraire » avec *Mastercard*. Boom des financements dans les start-ups au cours du premier trimestre 2021/22. Echec d'un appel d'offres de GNL qui suscite des tensions sur les marchés.

Sri Lanka : Lancement de trois projets d'approvisionnement en eau. Fin du plafonnement des prix pour certains produits de base. Mission de surveillance de l'Union européenne relative au SPG+. Prévision de croissance de 3,3% en 2021 par la Banque mondiale.

Asie du Sud

Publication du *World Economic Outlook* par le FMI

	2020	2021	2022	2021 écarts avril/oct.
Afghanistan	-2,4	n/a	n/a	n/a
Bangladesh	3,5	4,6	6,5	-0,4
Bhoutan	-0,8	-1,9	4,2	0
Inde	-7,3	9,5	8,5	-3
Maldives	-32	18,9	13,2	0
Népal	-2,1	1,8	4,4	-1,1
Pakistan	-0,5	3,9	4,0	2,4
Sri Lanka	-3,6	3,6	3,3	-0,4

Afghanistan

Réunion du G20 sur l'aide humanitaire en Afghanistan

Les pays membres du G20 se sont réunis à distance pour s'accorder sur l'aide à apporter à l'Afghanistan mais les avis divergent. Les Occidentaux soutiennent la mise en place d'une aide d'urgence mais conditionnent le déblocage de l'aide au développement au respect des droits humains et à la rupture des liens entre les Talibans et les organisations terroristes. Au contraire, la Chine et la Russie se sont dites prêtes à collaborer avec les nouvelles autorités. Par ailleurs, le sujet du dégel des avoirs de la Banque centrale afghane, pour l'essentiel hébergés aux Etats-Unis, n'a pas été abordé. Enfin de son côté l'Union européenne a confirmé l'octroi d'un plan de soutien de 1 Md EUR à destination de l'Afghanistan et des pays voisins. Ce plan inclut les 300 M EUR d'aide humanitaire déjà annoncés, en plus d'une aide à la vaccination, à l'hébergement et à la protection des plus vulnérables.

Bangladesh

La reprise de l'activité boursière se confirme au T1 2021/22

Les recettes de l'Etat sur les transactions de la bourse des valeurs de Dhaka (DSE) ont progressé de 85% en g.a. sur la période juillet-septembre 2021 pour atteindre 1311 M BDT (11,3 M EUR) contre 709 M BDT un an plus tôt. La collecte de la taxe sur les transactions financières (0,05% sur les *Trading Right Entitlement Certificates* ou TREC), très corrélée à l'activité quotidienne, représente à elle seule 1191 M BDT, et celle sur les cessions d'actions des actionnaires administrateurs (5%) 120 M BDT.

Après être tombées à un étiage historiquement bas de 1 Md BDT sur l'exercice 2019/20, les recettes liées aux taxes perçues sur les transactions boursières se sont élevées à 2,7 Mds BDT (26 M EUR) en 2020/2021, le plus haut niveau depuis 9 ans ; la taxe sur les commissions de courtage atteint 1,8 Mds BDT (67%).

Ces bons résultats sont liés à la performance globale du *Dhaka Stock Exchange*, dont l'indice de référence (DSEX) a progressé de 54% entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 pour atteindre 6150 points, et de 19% (+1179 points) sur le premier trimestre de l'exercice en cours.

L'activité moyenne quotidienne (*Turnover*), le principal critère de performance, s'est élevée à 21,6 Mds BDT sur les 3 derniers mois contre 19,8 Mds TK sur l'exercice 2020/21.

Bhoutan

Inauguration du projet de première centrale solaire

Le projet de centrale d'électricité solaire d'une capacité de 180 kW a été inauguré dans le Wangdue à 70 km de la capitale Thimphou. Il s'agit du premier projet de ce type au Bhoutan

qui comptera 464 panneaux solaires et alimentera 90 foyers.

Selon le Département des Energies Renouvelables, le Bhoutan a une capacité de production d'électricité solaire de 12 000 MW encore largement inutilisée. L'exploitation de l'électricité solaire permettrait au Bhoutan de diversifier sa production d'électricité, aujourd'hui majoritairement hydroélectrique.

La production hydroélectrique bhoutanaise dépend grandement des investissements indiens et la construction de centrales induit une dérive de la dette publique. Cependant, compte tenu de l'importance de l'hydroélectricité, il sera bien difficile pour le royaume Himalayen d'équilibrer son mix-énergétique avec d'autres sources d'énergies renouvelables et de garantir un approvisionnement en hausse pour accompagner son développement, qu'il souhaite également assurer dans le numérique.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Le FMI et la Banque centrale maintiennent la projection de croissance du PIB à 9,5% pour l'exercice 2021/22

Selon les chiffres du *World Economic Outlook* paru cette semaine, le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 9,5%, inchangées par rapport à ses projections de juillet. Le Fonds a également retenu sa projection pour 2022/23 à 8,5%.

Le FMI a également prévu que le taux d'inflation indien basé sur l'indice des prix à la consommation (IPC) fléchirait à 5,6% pour 2021/22, contre 6,2% en 2020/21. Pour 2022-2023, il prévoit une nouvelle baisse à 4,9% soit 1,4 point de pourcentage de moins que la projection précédente de 6,3%. Il a en outre déclaré que le solde du compte courant de l'Inde enregistrerait un déficit de 1% du PIB lors de cet exercice, contre un excédent de 0,9% l'an dernier.

A l'occasion du comité de politique monétaire tenu du 6 au 8 octobre, la Reserve Bank of India (RBI) a maintenu sa projection de croissance du PIB pour l'exercice 2021/22 inchangée à 9,5%. Dans le détail, la RBI s'attend à ce que le PIB augmente de 7,9% au T2 2021/22, de 6,8% au T3 et de 6,1% au T4.

La demande rurale devrait rester dynamique compte tenu d'une récolte de *kharif* au-dessus de la moyenne et des perspectives, pour la saison *rabi* qui s'ensuit, tout aussi prometteuses. Le lancement de la saison des fêtes (octobre-novembre), traditionnellement propice à la consommation, devrait davantage stimuler la demande alors que la situation sanitaire reste stable et que la vaccination de la population se poursuit. Enfin, la RBI s'attend à ce que les récentes réformes entreprises par le gouvernement central stimulent la croissance économique.

La FICCI révisé à la hausse ses prévisions de croissance du PIB à 9,1% pour 2021/22

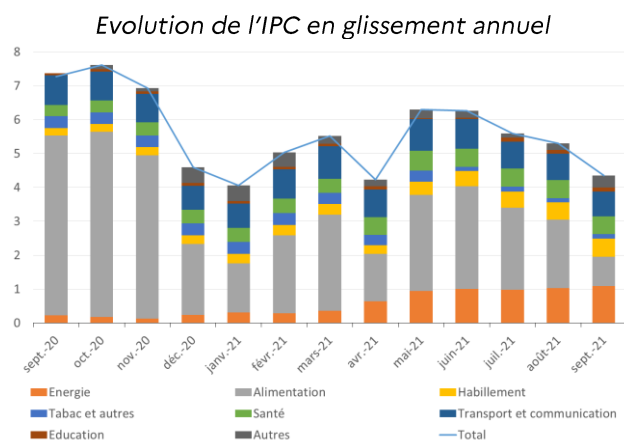
La Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes (FICCI) a révisé à la hausse les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 9,1% (contre 9% estimés en juillet 2021). La FICCI estime que la saison des fêtes en cours soutiendrait cet élan mais avertit qu'une augmentation probable des mouvements de personnes pourrait à nouveau entraîner une augmentation du nombre de cas de Covid-19.

Poursuite du fléchissement de l'indice des prix à la consommation au mois de septembre

Le taux d'inflation ressort à 4,4% en g.a., largement en-deçà du chiffre enregistré en août (5,3% en g.a.). Les facteurs à l'origine de ce fléchissement paraissent toutefois de nature transitoire, et tiennent principalement au net recul (+1,6% en septembre en g.a. – plus faible hausse en deux ans et demi – contre +3,8% en août) de la composante volatile des prix alimentaires, dont la pondération dans l'indice est élevée, à 46%. Les prix des denrées alimentaires sont restés stables en glissement mensuel (+0,1%). En revanche, l'autre composante volatile, celle des prix des carburants, dont la pondération dans l'indice est

nettement plus faible (7%) a enregistré une légère accélération, à +13,6% en g.a. en août, contre 12,9% en g.a. en août.

Pour autant, l'inflation sous-jacente (hors prix des composantes alimentaires et des carburants, considérées comme volatiles) reflète bien la rigidité des prix, car elle demeure à 5,8%. En glissement mensuel, la progression de l'inflation sous-jacente ralentit (+0,2% en septembre après +0,5% en août).



La RBI réduit ses prévisions d'inflation pour l'exercice 2021/22 à 5,3%

La Reserve Bank of India (RBI) a révisé à la baisse ses projections d'inflation des prix de détail (IPC) pour 2021/22 à 5,3% contre 5,7% auparavant. Dans le détail, elle a abaissé sa projection pour le T2 2021/22 à 5,1% contre 5,9%, pour le T3 à 4,5% contre 5,3%, tout en laissant la projection pour le T4 inchangée à 5,8%. La RBI, cependant, a légèrement augmenté sa projection d'inflation pour le T1 2022/23 à 5,2% contre 5,1% précédemment.

La révision à la baisse des prévisions est intervenue à la lumière de la baisse des prix des denrées alimentaires (qui représentent 46% du total de l'indice), à l'exception de celle des huiles alimentaires. La RBI a fait valoir que la hausse des prix des métaux et de l'énergie, la pénurie aiguë de composants industriels clés et les coûts logistiques élevés ont créé une pression sur les coûts des intrants, mais la répercussion a été faible en raison de la faiblesse de la demande.

L'indice de production industrielle augmente de 11,9% en août

La production industrielle, mesurée par l'indice de la production industrielle (IIP), a augmenté de 11,9% en glissement annuel en août 2021. Cette croissance est intervenue après une contraction de 7,1% subie en août 2020. Toutefois, sur une base mensuelle, l'IIP s'est contracté de 0,2% en août, après une hausse de 7,2% en juillet.

Le secteur manufacturier (77,6% de l'indice) a enregistré une croissance de la production de 9,7% en août 2021, contre une baisse de 7,6% un an auparavant. L'amélioration de la performance du secteur manufacturier a été généralisée, 20 des 23 sous-groupes faisant état d'une augmentation de la production.

L'exploitation minière (14,4% de l'indice) a augmenté de 23,6% à comparer avec une contraction de 8,7% en g.a. un an auparavant. La production d'électricité (8% de l'indice) a augmenté de 16% contre une chute de 1,8% en g.a. en juillet 2020, synonyme d'une reprise au moins partielle de l'activité.

Par typologie de biens, la production de biens primaires (34% de l'indice) a augmenté de 17% et celle de biens intermédiaires (17,2% de l'indice) de 10,3%. La production de biens d'équipement (8,2% de l'indice) a augmenté de 19,9% et celle des biens d'infrastructure/de construction (12,3% de l'indice) de 11,1%. Parmi les biens de consommation, la production de biens durables a augmenté de 8%, tout comme celle de biens non-durables (+5,2%). L'indice cumulé d'avril à août 2021 a augmenté de 28,6%, contre une baisse de 25% enregistrée au cours de la même période il y a un an.

L'utilisation des capacités tombe à 60% au T1 2021/22

Selon une enquête de la Reserve Bank of India (RBI), l'utilisation des capacités des entreprises manufacturières est tombée à 60% au cours du trimestre clos en juin 2021. Ce taux était inférieur aux 69,4% d'utilisation enregistrés au cours du trimestre achevé en mars 2021. En raison de la deuxième vague de pandémie de Covid-19, diverses restrictions ont été imposées dans de nombreuses régions du pays, ce qui a nui à

l'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier indien. Cependant, la RBI a précisé que l'impact était moins grave que celui observé au cours du trimestre de juin 2020 à la suite des blocages et autres restrictions lors de la première vague. L'enquête a porté sur 671 entreprises manufacturières.

Les nouvelles commandes moyennes ont augmenté de 106 % en glissement annuel au cours du trimestre clos en juin 2021 en raison d'un effet de base très favorable. Le carnet de commandes moyen et la moyenne des commandes en cours ont enregistré une croissance respectivement de 11,8 % et 17,3 % en glissement annuel. Les stocks totaux en proportion des ventes ont atteint 78,6 % au cours du trimestre clos en juin 2021, contre 57,5 % au cours du trimestre clos en mars 2021.

Finances publiques

Lettre d'intention envoyée au groupe Tata pour la vente d'Air India

Selon le *Secretary* du Département de l'Investissement et de la Gestion des actifs publics (qui dépend du ministère des Finances), le gouvernement a signé le 11 octobre 2021 une lettre d'intention (*Letter of Intent*) confirmant la vente de sa participation de 100% dans Air India à Tata Group pour 180 Mds INR (2,4 Mds USD). La prochaine étape sera la signature de la convention d'achat d'actions (*Share Purchase Agreement*). Une fois les approbations réglementaires obtenues, le processus de transfert pourra débuter et s'achever idéalement d'ici fin décembre.

La semaine dernière, le gouvernement avait accepté une offre de Talace Pvt Ltd, filiale de Tata Sons, comprenant un paiement de 27 Mds INR et le transfert de la dette de la compagnie estimée à 153 Mds.

Enfin, le *Secretary* a annoncé que le plafond de limite des investissements directs étrangers (IDE) serait maintenu à 49% pour Air India.

Politique monétaire, secteur bancaire et financier

Taux directeurs inchangés et maintien de la politique monétaire accommodante

La *Reserve Bank of India* (RBI), au terme de son comité de politique monétaire, tenu du 6 au 8 octobre, a annoncé :

- le maintien du taux de pension (*repo rate*) à 4% ;
- le maintien du taux de prise en pension (*reverse repo rate*) à 3,35% ;
- le maintien du taux d'escompte et du taux de facilité marginale permanente à 4,25 %.

Le Comité de politique monétaire (MPC) a décidé de maintenir sa politique « accommodante » aussi longtemps que nécessaire pour relancer et soutenir la croissance sur une base durable et continuer à atténuer l'impact de Covid-19 sur l'économie, tout en veillant à ce que l'inflation reste dans les limites de l'objectif de 4% avec une fourchette de +/- 2 pour cent.

Les six membres du MPC ont voté à l'unanimité en faveur du maintien du taux directeur. Le professeur Jayanth Varma a exprimé des réserves sur le maintien de l'orientation de la politique accommodante.

La Banque centrale met un terme aux injections de liquidités via les achats de titres d'États

Le gouverneur de la RBI Shaktikanta Das a déclaré que la Banque centrale ne procéderait plus à l'injection de liquidités via l'achat de titres dans le cadre du G-SAP (*government securities acquisition programme*), étant donné l'excédent de liquidités existant, l'absence de besoin d'emprunts supplémentaires pour la compensation de la GST et l'expansion attendue des liquidités dans le système à mesure que les dépenses publiques augmentent conformément aux prévisions budgétaires.

Pour rappel, la RBI a injecté 2370 Mds INR (31,4 Mds USD) de liquidités au cours des six premiers mois de l'exercice 2021/22 par le biais d'opérations d'*open market* (notamment via le G-SAP), contre une injection de 3100 Mds INR (41 Mds USD) sur l'ensemble de l'exercice 2020/21. La RBI pourrait en revanche continuer à mener d'autres opérations de gestion des liquidités

(opérations *twist*, opérations régulières d'*open market*) et ne reprendra le G-SAP que si besoin. Le dispositif devrait entraîner une tension sur les taux à long terme.

La RBI vient d'annuler les licences d'exploitation de six NBFC

Les NBFC (institutions financières non bancaires) constituent l'un des éléments les plus vulnérables du système financier indien, et représentent quelque 20% de l'intermédiation financière, en étant notamment spécialisés dans les risques que ne veulent pas assumer les autres institutions financières, notamment bancaires; contrairement aux banques, elles ne sauraient collecter des dépôts et se financent principalement auprès des banques pour le *funding* de leurs opérations. Depuis plusieurs années, elles font l'objet d'une restructuration en cours.

Le 12 octobre, six institutions se sont ainsi vu retirer leur agrément. Il s'agit de *Cartel Finance and Investments Private Ltd*, *Alamgir Motor Finance Ltd*, *Nau-Nidh Finance Ltd*, *Kim Investment Ltd*, *Sambandh Finserve Private Ltd*, et *BTL Holding Company Ltd*. A priori, ces NBFC ne font pas partie des plus importantes, mais la récession consécutive au Covid-19 a probablement révélé au grand jour les difficultés de ces sociétés et les lacunes de leur modèle économique, même si elles jouent un rôle essentiel dans l'allocation de crédit des personnes vivant dans l'informalité.

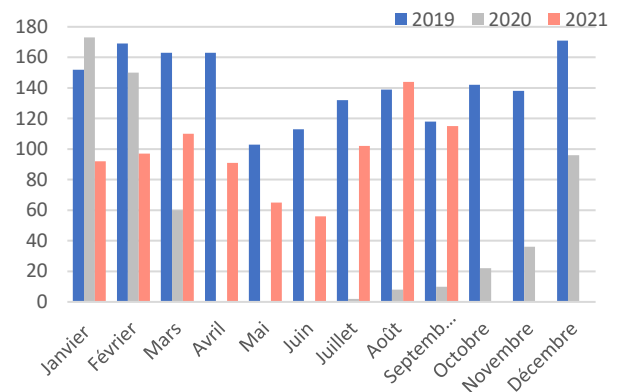
Maldives

Reprise du tourisme aux Maldives

D'après le Ministère du Tourisme, 890 363 touristes ont visité les Maldives entre le 1^{er} janvier et le 6 octobre 2021, dont 19 501 entre le 1^{er} et le 5 octobre. Le pays se rapproche de son objectif d'1,3 million d'arrivées en 2021. Alors que le tourisme aux Maldives s'était effondré de 67,4% en 2020 par rapport à 2019, année record au cours de laquelle le pays avait reçu près de 1,7 million de visiteurs, les 870 682 visiteurs reçus entre janvier et septembre 2021 représentent

une hausse de 116,8% en glissement annuel. Ce chiffre reste en-deçà (-30,4%) des 1 251 691 visiteurs entrés dans le pays entre janvier et septembre 2019, mais le niveau des entrées pendant les mois d'août et septembre 2021 a retrouvé celui de ces mêmes mois en 2019 (+0,6%). L'Inde contribue pour 23% des arrivées de touristes en 2021, la Russie pour 19,7% et l'Allemagne pour 6,3%. La France arrive en 11^e position avec 1,9% des arrivées. En 2022, les Maldives célébreront les 50 ans de la création de l'industrie du tourisme dans le pays.

Entrées de touristes aux Maldives (en milliers)



Prévision de croissance de 22,3% en 2021 par la Banque mondiale

Dans son bulletin semestriel régional pour l'Asie du Sud, la Banque mondiale prévoit une reprise de la croissance à 22,3% pour 2021, après une chute de 33,6% en 2020, essentiellement due à l'effondrement du tourisme. Le PIB réel rejoindra son niveau de 2019 en 2023. La reprise de l'activité, les effets de rattrapage et la hausse des prix de l'essence tirent l'inflation à la hausse, estimée à 2,5% en 2021 contre -1,4% en 2020 et 0,2% en 2019. Le déficit de la balance courante s'établira à 26% du PIB en 2021, à son niveau de 2019 (26,4%), en raison des importations liées au tourisme et au secteur de la construction. Le déficit budgétaire atteindra quant à lui 16,2% du PIB, en amélioration par rapport à 2020 (22,4%) mais nettement au-dessus du niveau de 2019 (6,6%). La dette publique (y compris celle garantie par l'Etat) représentera 131,6% du PIB, un ratio en baisse par rapport à 2020 (144%) mais très supérieur à celui de 2019 (78,3%). Associé au faible niveau des réserves brutes (3,1 mois

d'importations), ce haut niveau d'endettement et les doutes qui pèsent sur la reprise pérenne du tourisme font peser des risques sur la stabilité macroéconomique. La Banque mondiale recommande entre autres une politique budgétaire plus prudente avec une sélection pertinente des projets d'infrastructures, la diversification de l'économie et une formation adéquate des Maldiviens pour répondre aux besoins du marché du travail et leur permettre de tirer parti de la croissance.

Népal

Les gouvernements locaux tardent à présenter leurs budgets

Une vingtaine de gouvernements locaux ne sont toujours pas parvenus à présenter un budget équilibré pour 2021/22 et en conséquence, les salaires des fonctionnaires n'ont plus été versés depuis mi-juillet, soit le début de l'exercice 2021/22. Selon l'*Intergovernmental Fiscal Arrangement Act* de 2017, les gouvernements locaux auraient dû présenter leurs budgets le 24 juin dernier aux assemblées municipales et de villages. Ce retard affecte la bonne conduite des projets de développement mais n'est pas exceptionnel. Depuis 2017, certains gouvernements locaux ont en effet continuellement présenté leurs budgets avec retard. Cela s'explique aussi cette année par le report du vote de l'ordonnance du budget du gouvernement central.

Par ailleurs, l'année dernière, la *National Natural Resources and Fiscal Commission* a fait de la capacité à présenter un budget en temps voulu une des conditions d'obtention de subventions. Ce qui n'est pas sans engendrer des tensions entre gouvernements central et locaux, ces derniers s'opposant parfois à l'ingérence de la capitale. Tous ces éléments témoignent des difficultés que rencontre encore le Népal dans son processus de fédéralisation.

Objectif de vaccination non atteint

Le ministère de la Santé avait fixé un objectif de 33% de couverture vaccinale d'ici le festival de Dashain (15 octobre 2021) mais au 11 octobre,

seuls 26% des 25 millions de Népalais éligibles (à partir de 12 ans) étaient complètement vaccinés, soit 6,5 M. Le Népal a, dès le début 2021, commencé sa campagne de vaccination avec un don de 1 M de doses du vaccin *Covishield* par l'Inde, puis celle-ci a ralenti alors que l'Inde réservait ses doses pour ses nationaux, confrontés en avril à une deuxième vague particulièrement violente. La campagne est ensuite repartie grâce aux livraisons de vaccins par la Chine et le mécanisme COVAX. Aujourd'hui, certains médecins estiment que le rythme des vaccinations doit être accéléré, alors que se profilerait une troisième vague consécutive aux célébrations religieuses et aux mouvements de population induits. Le Népal a pour l'instant reçu 19 M de doses et a commandé 10 M de doses du vaccin chinois *Vero Cell* et 9,9 M via COVAX.

Pakistan

Grands indicateurs économiques

- Léger affaiblissement du PKR (1USD = 171,20 à la fermeture des marchés du 12 octobre contre 1USD = 170,83 PKR) le 7 octobre dernier. La Bourse de Karachi reste médiocrement orientée, l'indice de référence de la Bourse du Pakistan (PSX) ayant clôturé le 12 octobre à 44 051 contre 44 666 points la semaine dernière
- Prévision de croissance du Pakistan pour 2021/22: 4,8% (hypothèse retenue pour le budget pakistanais); 4 à 5% (SBP, banque centrale); 4% (FMI, BAsD);
- Taux d'inflation moyen 2021/22: 8,5 % (FMI); 2022/2023 9,2% (FMI, inflation liée au contexte électoral), puis baisse progressive à 6,5 % en 2025/2026;
- Déficit du compte courant en 2021/2022 (FMI) : 3,1 % l'an prochain, puis à 2,8 % d'ici 2025/2026;
- Déficit public en 2021/22 (Banque mondiale) : 7 % du PIB, 7,1 % au cours de l'exercice 2022/2023 (dépenses préélectorales);
- Taux de chômage : 4,8 % (2021/2022);

- Seuil de pauvreté (part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté international de 1,90 USD en PPA 2011 par jour mesurée par la Banque mondiale): 4,8 % en 2021/2022, contre 5,3 % en 2020/2021.

Plaidoyer du ministre de la Planification en faveur du créancier chinois

Lors des discussions de décembre 2018 entre le gouvernement pakistanais et le FMI, il était ressorti que, pour 26,5 Mds USD d'investissements effectués à l'époque dans les projets d'infrastructures et du secteur énergétique (ils s'élèvent aujourd'hui à 27 Mds USD), le Pakistan allait devoir rembourser 40 Mds USD d'ici 2038.

Interrogé à ce sujet, M. Asad Umar, le ministre de la Planification et des initiatives spéciales, assure que « le Pakistan n'a pas de problème d'endettement avec la Chine, car la dette vis-à-vis de la Chine ne représentait que 26% de la dette extérieure totale du Pakistan ». Le ministre reconnaissait que les taux d'intérêt annuels des prêts liés au CPEC pour les projets énergétiques privés (de 3,3% à 4,75%) étaient relativement moins favorables que les prêts accordés par la Banque mondiale et/ou la Banque asiatique de développement (3% à 4,75%). Pour lui, cette différence était largement compensée par un « taux de rendement » plus élevé des projets chinois. Il ajoutait que dans leur majorité, les projets d'infrastructure hors énergie ont été contractés à un taux concessionnel de 2%.

La concession chinoise de Gwadar trop favorable à la Chine

Un rapport commandité par le Comité gouvernemental sur le CPEC a recommandé de réexaminer les conditions de l'Accord de concession portuaire avec *China Overseas Ports Holding Company Limited* (COPHC) sur le port de Gwadar et sa zone franche signé le 16 mai 2015 pour 40 ans. Certaines clauses de l'accord qui n'avaient pas été dévoilées apparaissent désormais au grand jour, comme le fait qu'en vertu de l'accord, les exploitants portuaires reçoivent 91 % des recettes portuaires pour seulement 9% au gouvernement fédéral.

Progrès des paiements numériques pakistanais et projet pilote de ville « sans règlement en numéraire » avec Mastercard

Selon la SBP, les paiements numériques ont été stimulés par le confinement comme en témoignent la valeur moyenne de 357 000 transferts de fonds interbancaires quotidiens moyens constatée en septembre 2021 (contre 188 000 par jour en février 2020). A la fin septembre 2021, le paiement numérique représentait 6,5% des opérations de paiements légales (reconnues par le fisc) contre 3,5% en février 2021.

Le groupe *Mastercard* vient de signer un partenariat stratégique avec la SBP et la STZA (*Special Technology Zones Authority*) pour mettre sur pied un projet pilote de ville sans règlement en numéraire (*cashless*), qui aidera les PME dans leur transition vers le paiement numérique à développer leurs activités dans le commerce en ligne et à faire du marketing direct grâce à l'intelligence artificielle. Mastercard aidera la ville « sans paiement en numéraire » à déployer un système fiable en matière de cybersécurité.

Boom des financements dans les start-ups au cours du premier trimestre 2021/22

Les start-ups pakistanaises ont attiré 177 MUSD d'investissements au cours du T1 de l'exercice budgétaire 2021/22, dépassant le montant recueilli au cours des six dernières années. Ces start-ups sont actives dans les *Fintech*, le commerce en ligne, la *HealthTech* et le secteur de la logistique.

Echec d'un appel d'offres de GNL qui suscite des tensions sur les marchés

Dans le contexte de flambée des prix mondiaux de GNL, aucun soumissionnaire n'a répondu à l'appel d'offres de Pakistan LNG Ltd (PLL) pour huit livraisons de fret à effectuer en décembre et en janvier qui a été clôturé le 11 octobre. Le désintérêt des traders pour l'offre pakistanaise est dû au fait que la PLL prévoyait une période de validité des prix de 15 jours – alors que le marché du GNL est dans une situation d'extrême volatilité, mais aussi au fait que la PLL s'est déjà signalée par de très grands retards de paiements

(le journal «Dawn» évoque un retard de paiement de 100 MUSD de la société publique). Cette situation amène le Pakistan à être pénalisé par une décote (malus) allant jusqu'à 30% des prix alors que le prix du GNL sur le marché spot est déjà extrêmement élevé.

Sri Lanka

Lancement de trois projets d'approvisionnement en eau

Le Premier ministre Mahinda Rajapaksa a assisté, le 6 octobre, aux cérémonies de pose de première pierre de trois composantes importantes du projet de fourniture en eau de la zone Jaffna-Kilinochchi : le réseau de distribution de la ville de Jaffna ainsi que les usines de dessalement de l'eau de mer de Thalaiyadi (24 000 m³/j) et Nagadeepa (300 m³/j). Le contrat pour la construction de l'usine de Thalaiyadi (60 M €) avait été attribué à SUEZ en mars 2021 par le *National Water Supply and Drainage Board* (NWSDB), pour une mise en service prévue en 2023. A Jaffna et dans ses environs, le projet de Jaffna-Kilinochchi, co-financé par la BAsD et le gouvernement de Sri Lanka à hauteur de 266 M USD, doit permettre à plus 300 000 personnes au nord de Sri Lanka d'accéder à une fourniture en eau potable. Actuellement, seule 9,6% de la population de la province du Nord est raccordée à un système d'approvisionnement en eau de qualité. Le NWSDB prévoit de faire passer ce chiffre à 59,6% d'ici 2025.

Fin du plafonnement des prix pour certains produits de base

Confronté à la hausse rapide des prix des marchandises sur le marché mondial et afin d'éviter une pénurie de certains produits de base en favorisant l'offre, le gouvernement sri-lankais a décidé jeudi 7 octobre de mettre fin au contrôle des prix du lait en poudre, du gaz (GPL), de la farine de blé et du ciment. Les prix ont aussitôt fortement augmenté : +89,8% pour la bouteille de gaz de cuisson standard (12,5kg), +26,5% pour le litre de lait entre vendredi 8 et

lundi 11 octobre, provoquant l'indignation de l'opinion publique. Le ministère des Finances doit par ailleurs définir les modalités d'une hausse future du prix de l'essence à la pompe, alors que la *Ceylon Petroleum Company* accuse des pertes de 80 M LKR (400 000 USD) depuis le début de l'année. Le gouvernement sri-lankais a annoncé qu'en cas de hausse des prix abusive, un contrôle des prix pourrait être remis en place par la *Consumer Affairs Authority*. Il envisage une réduction des taxes pour contenir la hausse des prix.

Mission de surveillance de l'Union européenne relative au SPG+

Le SPG+ permet à Sri Lanka de bénéficier depuis 2017 d'un accès préférentiel au marché de l'UE grâce à la suppression totale des droits de douane sur 66 % des lignes tarifaires, moyennant l'engagement du gouvernement relatif à la signature et l'application de 27 conventions internationales. Sri Lanka avait une première fois rejoint le SPG+ avant d'en être exclu en 2010, puis avait entrepris des réformes ayant permis sa réintégration.

En juin 2021, le Parlement européen dénonçait dans une résolution les manquements du pays vis-à-vis de ses engagements et appelait à reconsidérer l'octroi du SPG+. La résolution appelait à l'abrogation ou à la modification du *Prevention and Terrorism Act* (PTA), utilisé pour justifier des détentions arbitraires, et dénonçait la discrimination de certaines minorités. La mission de l'UE a rappelé que la réadmission de Sri Lanka en 2017 au sein du SPG+ reposait en particulier sur l'engagement pris à l'époque par le gouvernement d'amender le PTA. Elle a abordé ces sujets ainsi que la politique en matière de stupéfiants, de protection de l'environnement ou encore la législation sur les ONGs. Le suivi de la situation sri-lankaise fera l'objet de rapports réguliers au Parlement européen et au Conseil de l'UE.

Prévision de croissance de 3,3% en 2021 par la Banque mondiale

Dans son bulletin semestriel régional pour l'Asie du Sud, la Banque mondiale prévoit une reprise de la croissance à 3,3% pour 2021, après une chute de 3,6% en 2020. La production restera

inférieure de 0,4% à son niveau d'avant-crise. Cette projection de croissance est en-deçà des 3,6% prévus par le FMI et des 5% visés par la Banque centrale.

Les faiblesses macroéconomiques préexistantes, en particulier le poids de la dette et les besoins de financement externes, ainsi que l'impact du Covid-19 pèsent sur l'horizon à moyen terme. La part de la population gagnant moins de 3,2 USD par jour atteindra 10,9%, contre 11,7% en 2020 mais au-dessus de son niveau en 2019 (9,2%). L'inflation est estimée à 5,1% en 2021, contre 4,3% en 2019 et 4,6% en 2020. Le déficit du compte courant atteindra 2,1% du PIB, rejoignant son niveau de 2019, contre 1,3% en 2020. Le

déficit budgétaire atteindra 10,5% du PIB, contre -14% en 2020 et -6,8% en 2019. La dette publique (y compris la dette garantie par l'Etat) augmentera à 116,5% du PIB, contre 109,7% en 2020 et 94,3% en 2019. La Banque mondiale appelle à la poursuite de la vaccination, à la surveillance et à la réduction des vulnérabilités du secteur financier et de la dette, et à ce que Sri Lanka remédie au déficit éducatif provoqué par la crise sanitaire pour préserver des perspectives de croissance à long terme.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international